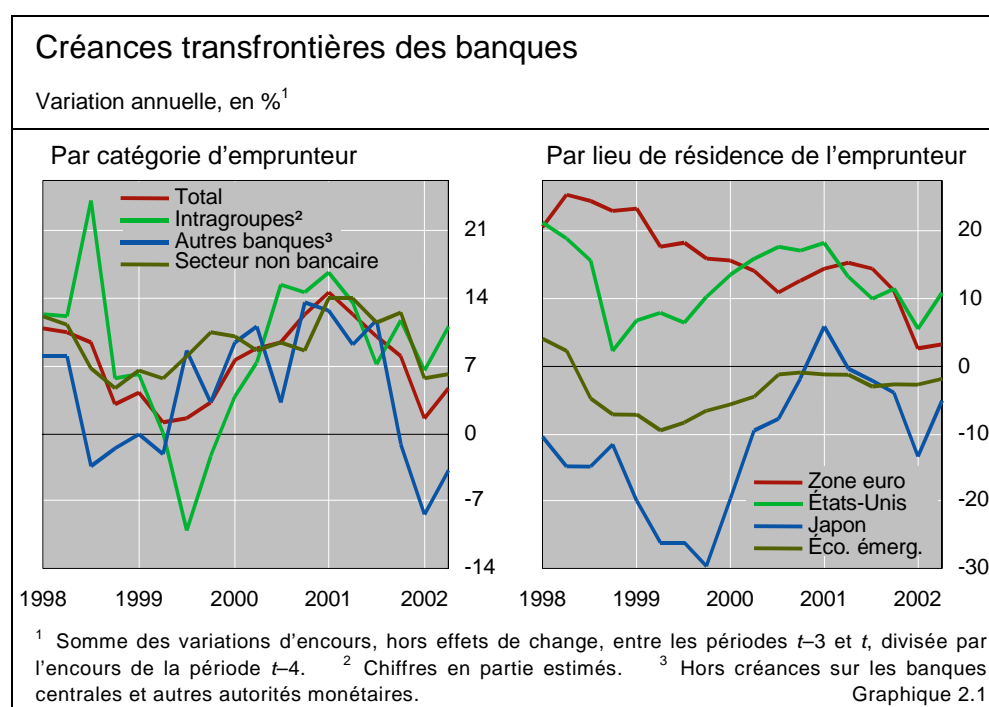


2. Marché bancaire

Après plusieurs trimestres de ralentissement, l'activité bancaire internationale a commencé à se stabiliser au deuxième trimestre 2002. Le désengagement des banques japonaises et le tassement des prêts transfrontières allemands se sont atténués. Le taux de croissance annuel des crédits aux États et autres clients non bancaires s'est maintenu à 6 %, comme lors des trois mois précédents. Les prêts au secteur non bancaire ont à nouveau progressé plus vite que les autres, ce qui a contribué à renforcer leur pondération dans les bilans internationaux.

Concernant les économies émergentes, les créances sur le Brésil et d'autres pays lourdement endettés se sont réduites. Face à des conditions de financement difficiles, les résidents brésiliens ont retiré des liquidités en dollars dans les banques déclarantes. En revanche, grâce à l'augmentation des prêts transfrontières aux signatures de meilleure qualité, comme la Corée et le Mexique, les économies émergentes ont enregistré des entrées nettes pour le troisième trimestre consécutif.



Créances transfrontières des banques								
Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU ¹								
	2000	2001	2001			2002		Encours à fin juin 2002
	Année	Année	T2	T3	T4	T1	T2	
Total	1 221,5	852,9	-95,7	-12,6	230,9	46,9	242,8	12 539,8
Par instrument								
Prêts et dépôts	738,0	606,4	-105,1	-52,1	159,6	-8,6	101,4	9 382,5
Titres ²	483,5	246,5	9,4	39,5	71,3	55,5	141,4	3 157,3
Par monnaie								
Dollar EU	513,0	423,7	-5,2	13,3	184,5	48,2	190,4	5 475,4
Euro	455,6	439,3	8,2	46,5	-12,2	43,6	105,9	3 913,7
Yen	94,6	-65,3	-14,9	-50,9	6,6	-81,5	5,1	703,7
Autres monnaies ³	158,3	55,2	107,6	-21,5	-52,0	36,6	-58,6	2 447,0
Par catégorie d'emprunteur								
Créances intragroupes ⁴	523,0	451,4	-73,7	-22,8	350,0	3,9	80,0	4 339,4
Autres banques ^{4,5}	409,7	-40,6	-82,4	-3,3	-213,8	-0,3	83,8	3 925,3
Secteur non bancaire	288,8	442,1	60,4	13,5	94,7	43,3	79,0	4 275,1
Par résidence de l'emprunteur								
Économies avancées	1 126,4	799,6	-72,2	4,8	197,9	39,5	210,2	9 806,9
Zone euro	389,0	368,7	18,8	9,2	8,4	55,2	35,2	3 997,8
Japon	-12,0	-23,3	-25,1	-24,6	28,0	-52,3	22,0	516,3
États-Unis	309,0	236,6	16,6	16,6	73,8	14,4	132,8	2 515,4
Places franches	51,5	55,2	-23,3	3,1	24,9	-7,3	24,3	1 542,9
Économies émergentes	-7,9	-23,3	-4,1	-18,6	1,4	-2,9	3,4	887,9
Non attribué ⁶	51,5	21,3	4,4	-2,0	6,8	17,7	4,9	302,2
<i>Pour mémoire : créances locales⁷</i>	<i>207,1</i>	<i>88,9</i>	<i>-31,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,6</i>	<i>65,5</i>	<i>-41,4</i>	<i>1 666,4</i>

¹ Chiffres non corrigés des variations saisonnières. ² Dont autres actifs représentant moins de 5 % de l'encours total des créances. ³ Dont monnaies non attribuées. ⁴ Chiffres en partie estimés. En raison d'erreurs et omissions, les créances sur les autres banques indiquées ci-dessus peuvent ne pas correspondre aux données figurant dans le tableau 8 de l'Annexe statistique. ⁵ Hors créances intragroupes, autorités monétaires (banques centrales notamment) et secteur non bancaire. ⁶ Y compris créances envers les organisations internationales. ⁷ Créances en devises sur les résidents. Tableau 2.1

Stabilisation de l'activité après plusieurs trimestres de baisse

Après quatre trimestres de ralentissement, le rythme d'expansion annuel des prêts transfrontières a atteint 4½ % (graphique 2.1) : en données non corrigées des variations saisonnières, l'encours international comptabilisé par les banques déclarantes s'est accru de \$243 milliards entre fin mars et fin juin 2002, à \$12 500 milliards (tableau 2.1).

S'agissant des prêts transfrontières aux grands pays, ce sont encore ceux accordés aux États-Unis qui ont le plus progressé (graphique 2.1) ; leur rythme est remonté à 11 % en glissement annuel, retrouvant la tendance apparue fin 2001 et ce, après un premier trimestre anormalement apathique. Le renforcement de ces créances a résulté d'achats de titres de dette émis par les résidents américains. Les banques japonaises, en particulier, qui avaient réduit leurs positions à cet égard fin 2001 et début 2002, les ont accentuées au deuxième trimestre. Les transactions interbancaires et interétablissements

Poursuite de la hausse des prêts transfrontières aux résidents américains ...

entre les États-Unis et les places bancaires des Caraïbes ont également contribué à cet essor.

... mais contraction vis-à-vis du Japon

Au Japon également, la tendance des prêts transfrontières observée fin 2001 est réapparue. Les créances sur ce pays ont diminué de 5 %, c'est-à-dire moins qu'au premier trimestre (-13 %) mais à peu près comme au second semestre 2001. Les achats d'obligations du Trésor japonais ont augmenté, contribuant à la modeste accélération, à 2 %, des crédits transfrontières à la clientèle non bancaire (voir ci-après). En outre, les banques suisses, françaises et néerlandaises ont acheminé des fonds substantiels vers leurs établissements au Japon, tandis que les banques nippones recommençaient à effectuer des emprunts hors groupe.

Expansion relativement rapide au sein de la zone euro

L'expansion des créances transfrontières envers la zone euro s'est poursuivie, sous-tendue par l'activité interne. Les prêts comptabilisés par les banques implantées dans cette zone ont enregistré une croissance relativement soutenue, de 9 % en glissement annuel. En revanche, ceux des banques extérieures à la zone, en progression de plus de 10 % durant les trois années qui ont suivi l'introduction de la monnaie unique, ont fléchi de 2 %, ce qui est largement imputable au dénouement de positions interbancaires et interétablissements comptabilisées à Londres.

Malgré l'augmentation du total des créances au deuxième trimestre, l'évolution du marché bancaire international semble plutôt suggérer une stabilisation de l'activité que l'amorce d'un rebond. Premièrement, le rythme annuel d'expansion des prêts transfrontières au secteur non bancaire a relativement peu varié, à 6 %. Comme ce secteur est le destinataire final des crédits, les variations de ces créances sont plus révélatrices de l'activité fondamentale que les flux interbancaires. La contraction des crédits transfrontières aux banques hors groupe a effectivement ralenti (à 4 % en glissement annuel, contre 8 % au premier trimestre) et la croissance annuelle des créances intragroupes s'est accélérée (à 11 %, après 7 %). Toutefois, compte tenu du vif accroissement des dépôts dans les principales économies et de la progression plus faible des concours à la clientèle non bancaire, il est peu probable que l'essor modeste des opérations interbancaires et interétablissements résulte d'un raffermissement de la demande de capitaux bancaires (graphique 2.2).

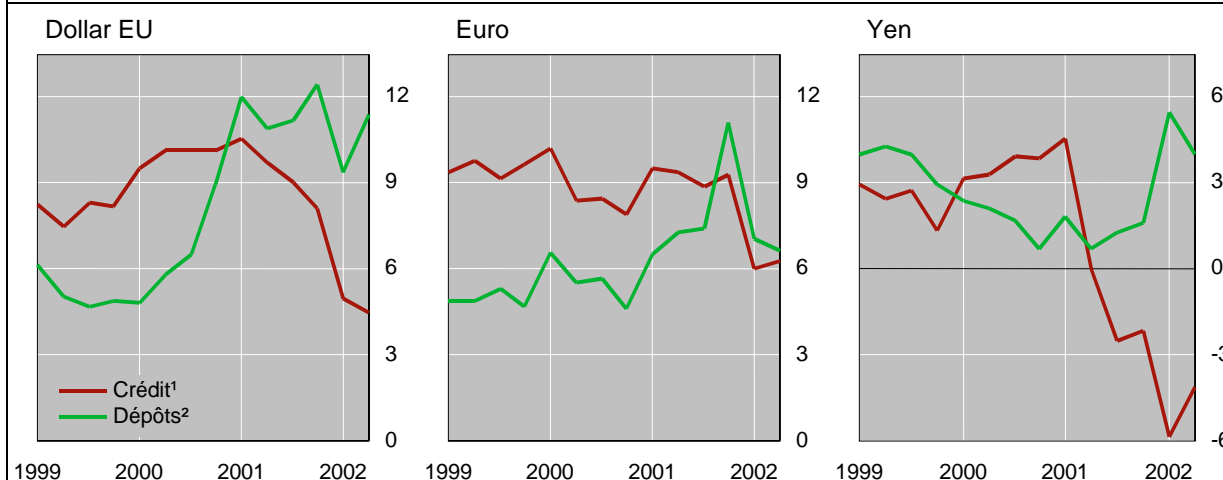
Stabilisation de la croissance des prêts internes et internationaux à la clientèle non bancaire

Deuxièmement, une stabilisation comparable des prêts a été observée sur les marchés internes. Dans la zone euro et aux États-Unis, en particulier, la croissance des concours à la clientèle non bancaire s'est régularisée ; au Japon, la contraction des crédits s'est atténuée. Quelque 97 % - soit la quasi-totalité - des prêts en yens au secteur non bancaire sont des crédits internes. Pour ceux en euros et en dollars EU, la part des crédits internationaux est supérieure, les crédits internes ne représentant respectivement que 84 % et 79 % de l'encours global sur ce secteur.

Troisièmement, les données sur les crédits consortiaux suggèrent une progression toujours modérée au troisième trimestre 2002. Le montant total brut des montages internationaux a été légèrement inférieur aux niveaux des deux trimestres antérieurs, pour le cinquième trimestre consécutif, et les

Dépôts et crédits : variation dans les trois grandes zones

Positions vis-à-vis du secteur non bancaire, variation annuelle en %



¹ Au secteur non bancaire ; crédit intérieur des banques aux États-Unis (dollar EU), dans la zone euro (euro) et au Japon (yen), plus crédits internationaux (prêts transfrontières et prêts locaux hors monnaie locale) des banques déclarantes.

² Dépôts à vue et à terme des résidents auprès des banques aux États-Unis (dollar EU), dans la zone euro (euro) et au Japon (yen), plus dépôts internationaux du secteur non bancaire auprès des banques déclarantes.

Sources : FMI ; BRI.

Graphique 2.2

refinancements ont représenté une part plus importante (Crédits consortiaux internationaux au troisième trimestre 2002, page 28). Il reste que les prêts consortiaux ne constituent pas nécessairement un bon indicateur de l'évolution future des prêts bancaires¹.

Activité transfrontière des banques allemandes et japonaises

D'autres signes suggèrent une stabilisation de l'activité, notamment le désengagement moins rapide des banques japonaises. Au deuxième trimestre, le rythme annuel de la diminution des créances transfrontières nippones a légèrement ralenti, à 12 % (graphique 2.3). Les prêts au secteur non bancaire ont commencé à se régulariser, stimulés par les achats de titres de dette américains. Après un effondrement brutal fin 2001 et début 2002, l'activité interbancaire s'est stabilisée, mais les positions interétablissements ont cédé 6 % en glissement annuel, alors qu'elles n'avaient guère varié pendant toute une année.

L'activité internationale des banques allemandes est également entrée dans une phase de stabilisation. Les créances transfrontières sur la clientèle non bancaire ont diminué pour la première fois en plus de dix ans, avec une contraction de 2 % en rythme annuel, qui s'explique essentiellement par la réimplantation d'une grande banque hypothécaire allemande en Irlande, de sorte que ses créances ont été reclassées comme celles d'une banque irlandaise. En termes corrigés de cette réorganisation, les créances transfrontières des établissements allemands sur ce secteur ont peu varié. Les

La contraction de l'activité internationale des banques japonaises s'atténue

¹ Blaise Gadanecz et Karsten von Kleist (2002) : « Les crédits consortiaux préfigurent-ils les données bancaires BRI ? », *Rapport trimestriel BRI*, mars, pp. 69-78.

prêts interbancaires ont régressé de 14 % en rythme annuel, mais l'expansion rapide des opérations interétablissements s'est poursuivie.

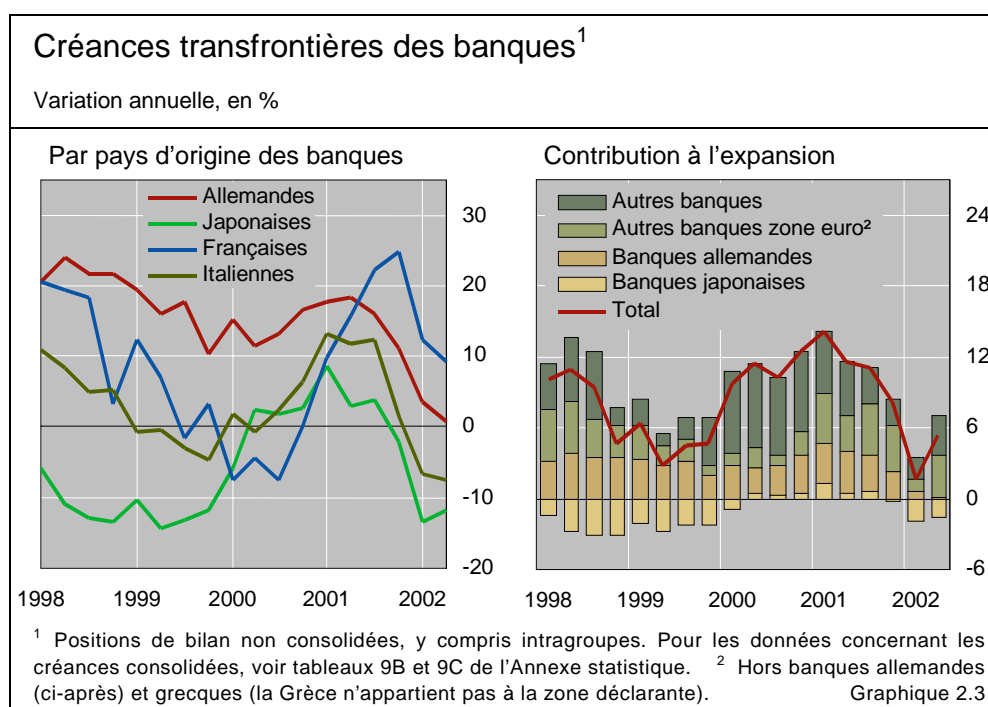
Les banques allemandes ne sont plus le principal moteur de l'activité bancaire internationale ...

Bien que la croissance de leurs créances transfrontières ne soit pas devenue négative à compter du deuxième trimestre, par rapport à d'autres périodes les banques allemandes n'ont cependant guère contribué à l'activité internationale (graphique 2.3). Entre 1998 et 2000, l'accroissement des prêts à l'Europe avait permis une progression annuelle moyenne de 17 % des prêts transfrontières allemands ; à elles seules, les banques allemandes représentaient d'ailleurs un tiers de l'ensemble de l'expansion de ces créances. La décélération des prêts allemands, amorcée à la mi-2001, a coïncidé avec le ralentissement des crédits aux emprunteurs européens. Depuis début 2002, les banques allemandes ne sont manifestement plus le moteur de l'activité internationale.

Si l'impact le plus prononcé sur l'activité bancaire globale a résulté du ralentissement des créances transfrontières allemandes, les banques italiennes et espagnoles ont vu leurs opérations internationales décroître encore davantage que leurs homologues de la zone euro. Dépassant 10 % début 2001, le rythme d'expansion annuel des créances italiennes a chuté à -7 % au deuxième trimestre 2002 ; en Espagne, ce pourcentage est descendu de 20 % à -2 %. En Belgique, aux Pays-Bas, en France et dans certains autres pays de la zone euro, en revanche, la progression des crédits est demeurée assez rapide, plus que pour l'ensemble de la zone euro mais moins qu'à d'autres périodes.

... et semblent durcir leurs conditions de prêt

Le ralentissement des prêts des banques de la zone euro reflète pour l'essentiel la faiblesse de la demande, liée à la dégradation de la situation conjoncturelle dans cette zone et ailleurs ainsi qu'à la réduction des



financements destinés au secteur des télécommunications et aux fusions-acquisitions². Pour certains établissements, la décélération a été amplifiée par une politique de prêt plus prudente. La détérioration de la qualité de nombreuses signatures l'an dernier, la multiplication des défaillances et faillites et l'étroitesse des marges ont poussé des banques à réduire leurs expositions et à augmenter les taux de leurs prêts ; les banques allemandes, en particulier, semblent durcir leurs conditions³.

Modification de la structure des créances à l'avantage du secteur non bancaire

Durant le dernier cycle de l'activité bancaire, les crédits transfrontières interbancaires ont ralenti plus fortement que les autres, de sorte que la composition sectorielle des bilans internationaux s'est sensiblement modifiée. Contrairement aux statistiques territoriales, les statistiques consolidées de la BRI expriment les positions interétablissements en chiffres nets et rendent ainsi mieux compte des emprunteurs finals. Elles indiquent que les prêts aux banques hors groupe ne représentaient plus que 45,3 % de l'encours international des créances à fin juin 2002, contre 46,6 % un an plus tôt, et que la part des crédits au secteur non bancaire a donc proportionnellement augmenté. Les créances sur les entreprises et autres clients du secteur privé non bancaire, en particulier, ont gagné 1 point de pourcentage, à 40,7 %, et celles sur le secteur public ½ point, à 12,2 %.

La modification des pondérations sectorielles a été particulièrement marquée dans la zone euro : la part des prêts aux banques hors groupe a diminué de 5 points de pourcentage entre fin juin 2001 et fin juin 2002, à 47,5 % des créances internationales consolidées. Durant les derniers trimestres, les crédits transfrontières au secteur non bancaire de la zone euro ont continué à progresser, principalement dans le cadre d'achats de titres de dette, alors que les prêts interbancaires ont ralenti. Les premiers ont ainsi gagné 11 % en rythme annuel, contre 3 % seulement pour les créances transfrontières totales sur la zone euro. Comme les positions interétablissements en euros poursuivent leur expansion annuelle d'environ 20 %, le faible accroissement des prêts à la zone euro provient sans doute essentiellement des prêts aux banques hors groupe.

Aux États-Unis, les créances sur le secteur privé non bancaire ont augmenté de 2 points entre fin juin 2001 et fin juin 2002, à 59,2 % des créances internationales consolidées. Cet essor est surtout lié aux achats d'obligations d'entreprises et de titres paragonnementaux américains. Dans les portefeuilles bancaires, la part des valeurs du Trésor EU et des autres crédits au secteur public est restée relativement stable, avec 12 %. D'après les données américaines sur les flux de capitaux internationaux, les non-résidents

La progression du secteur non bancaire est particulièrement marquée dans la zone euro

Achats par les banques de titres d'agences paragonnementales et d'entreprises américaines

² Banque des Règlements Internationaux (2002) : « Marché bancaire », *Rapport trimestriel BRI*, juin, pp. 15-16.

³ Deutsche Bundesbank (2002) : « The development of bank lending to the private sector », *Monthly Report*, octobre, pp. 31-46.

Les évolutions inverses des créances transfrontières et des créances locales sur le Japon se compensent partiellement

ont acheté beaucoup plus de titres paragouvernementaux que de bons du Trésor EU durant les derniers trimestres ; jusqu'à la mi-2002, ils ont même souscrit moins de bons du Trésor que d'obligations d'entreprises.

Au Japon, la recomposition sectorielle des créances transfrontières ou internationales des banques étrangères apparaît compensée par des modifications au niveau de leurs créances locales. Les crédits internationaux au secteur public ont progressé d'environ 20 % en rythme annuel, à 12,3 % de l'encours consolidé sur le Japon. À travers leurs succursales et filiales locales, ces banques détiennent également des obligations d'État japonaises. Contrairement à l'activité transfrontière, les chiffres de flux fournis par le Japon indiquent une réduction de ces portefeuilles au cours des douze derniers mois⁴. En fait, l'accroissement des créances transfrontières sur le secteur public semble avoir été moins important que le recul des créances locales.

Les crédits aux entreprises du Japon ont évolué à l'inverse des créances sur le secteur public : les banques étrangères ont réduit leurs prêts transfrontières aux entreprises et augmenté leurs créances locales. De fin juin 2001 à fin juin 2002, la part de leurs prêts au secteur privé non bancaire a diminué de 22,4 % à 20,6 % des créances internationales consolidées, tout en s'élevant de 48,5 % à 51,9 % des actifs locaux. Les créances totales en yens des agences japonaises d'établissements étrangers ont progressé de 10 % en rythme annuel, dépassant de plus de 60 % les créances internationales consolidées des banques étrangères sur le Japon.

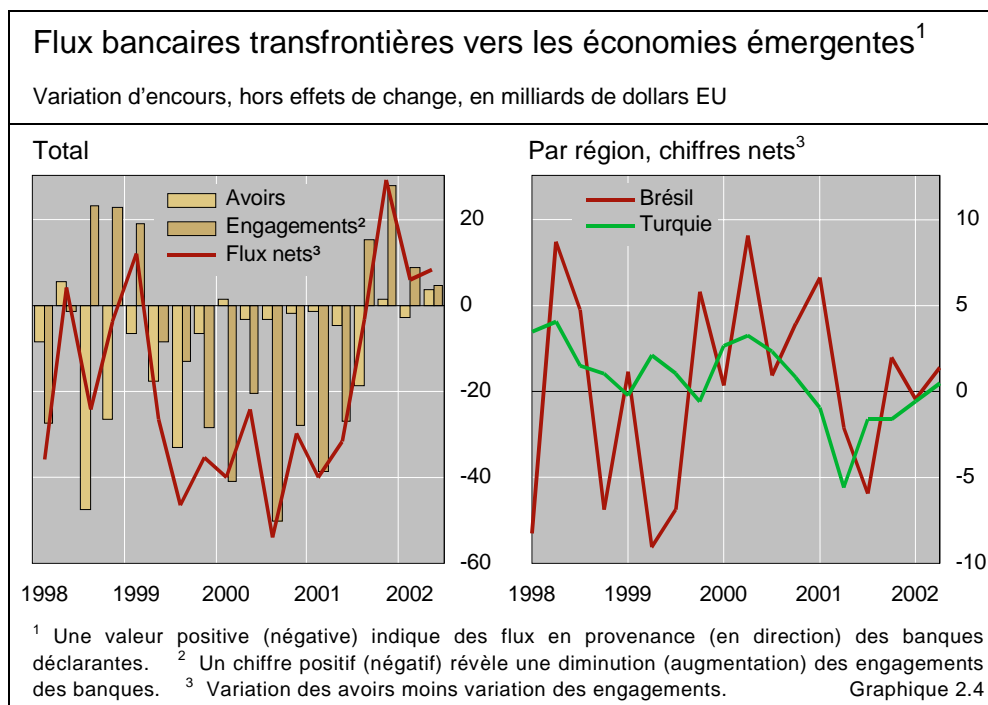
Réduction des expositions envers les économies émergentes fortement endettées

Au deuxième trimestre 2002, les économies émergentes ont enregistré des entrées nettes en provenance des banques déclarantes, pour la troisième période consécutive et un total de \$8 milliards, contre \$6 milliards les trois mois précédents (graphique 2.4 et tableau 2.2). Les résidents ont procédé à de nouveaux retraits à l'étranger. Les créances sur ces régions ont, en outre, légèrement augmenté, car les prêts accordés aux signatures les plus fiables ont compensé la réduction des expositions envers les économies fortement endettées.

La contraction des créances sur le Brésil et la Turquie ...

La contraction des crédits bancaires transfrontières a surtout affecté le Brésil, en raison des incertitudes politiques. Les résidents ont été relativement actifs sur le marché des crédits consortiaux, où ils ont collecté \$1,7 milliard ; néanmoins, les créances bancaires sur le pays ont diminué de \$2,4 milliards. Les concours au secteur non bancaire ont très largement contribué au tassement, les prêts aux banques nationales et aux établissements brésiliens de banques étrangères demeurant inchangés. Avec \$95,6 milliards à fin juin 2002, les créances transfrontières sur le Brésil dépassaient de loin l'encours

⁴ À fin juin 2002, les créances sur l'administration centrale, les collectivités locales et les entreprises publiques étaient revenues à 13 % de l'ensemble des actifs comptabilisés par les banques étrangères au Japon, contre 23,9 % un an auparavant.



sur n'importe quelle autre économie émergente. Les statistiques consolidées BRI, qui mesurent plus précisément que les statistiques territoriales les expositions au risque-pays des banques étrangères, montrent que leurs créances sur le Brésil (y compris celles comptabilisées par leurs établissements locaux et après compensation des créances garanties par des débiteurs hors du Brésil) totalisaient \$122,6 milliards à fin juin 2002⁵. Selon ce critère, le Brésil représente ainsi, après le Mexique, la deuxième plus grosse exposition des banques déclarantes envers les économies émergentes.

Au deuxième trimestre, face à la contraction des crédits transfrontières, les résidents brésiliens ont retiré des fonds en dollars à l'étranger, d'où un flux net de \$1,4 milliard vers le pays (graphique 2.4). Près de la moitié des \$3,8 milliards rapatriés l'ont été par des entreprises et d'autres clients non bancaires. À fin juin 2002, les avoirs à l'étranger des résidents brésiliens se montaient à \$45,7 milliards.

En Turquie également, un gros retrait de fonds déposés à l'étranger s'est traduit par une entrée nette. Au deuxième trimestre, les flux bancaires vers la Turquie sont, en fait, devenus positifs pour la première fois depuis le début de la crise en 2001. Toutefois, après une hausse modeste au trimestre précédent, les créances sur le pays ont encore diminué (-\$1,5 milliard). Si, en 2001, la contraction avait principalement concerné les opérations interbancaires, les plus affectés cette fois ont été les emprunteurs non bancaires.

Les pays d'Asie du Sud-Est ont été également très touchés. Les prêts transfrontières aux résidents indonésiens ont diminué pour le treizième trimestre de suite, entraînant des sorties nettes de \$1,8 milliard. Après plusieurs périodes de progression, les créances sur les Philippines ont baissé

... a conduit les résidents à prélever sur leurs dépôts à l'étranger

Baisse des créances sur l'Argentine, l'Indonésie et les Philippines

⁵ « BIS consolidated banking statistics for the second quarter of 2002 », communiqué de presse BRI 25/2002E, 23 octobre 2002.

de \$1,4 milliard. La situation budgétaire de l'Indonésie préoccupe à présent les banques et les investisseurs. Les primes sur les emprunts internationaux de l'État philippin ont commencé à s'accroître en mai, à peu près en même temps que les primes brésiliennes : fin septembre, elles avaient augmenté de plus de 125 points de base, à environ 500 points. Après quatre trimestres d'entrées, les flux bancaires nets vers la Malaysia sont aussi devenus négatifs mais, contrairement aux cas indonésien et philippin, c'est moins le résultat de craintes relatives à la solvabilité des emprunteurs malaysiens que d'une faible demande de dollars.

Flux bancaires transfrontières vers les économies émergentes

Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU

	Positions ¹	2000	2001	2001			2002		Encours à fin juin 2002
		Année	Année	T2	T3	T4	T1	T2	
Total ²	Créances	-7,9	-23,3	-4,7	-18,6	1,4	-2,9	3,4	887,9
	Engagements	140,1	23,1	26,9	-15,0	-27,6	-8,6	-4,6	1 097,3
Afrique du Sud	Créances	0,6	-0,4	-0,5	0,8	-1,1	-1,5	0,2	17,2
	Engagements	0,4	2,1	0,6	1,1	-0,9	0,2	1,4	18,3
Arabie Saoudite	Créances	0,1	-2,4	0,1	-1,6	1,0	0,0	0,4	24,9
	Engagements	10,9	-9,7	-1,4	-5,7	-7,3	-5,4	-0,1	47,2
Argentine	Créances	1,2	-5,8	1,6	-2,4	-3,3	-4,3	-0,8	36,2
	Engagements	3,1	-16,7	2,3	-1,9	-11,1	-1,0	0,5	23,3
Brésil	Créances	9,5	0,9	0,1	-1,1	-2,2	1,0	-2,4	95,6
	Engagements	-4,6	0,4	2,2	4,9	-4,1	1,4	-3,8	45,7
Chili	Créances	0,3	0,2	0,4	-0,9	0,2	-0,3	-0,5	18,3
	Engagements	-1,5	-1,0	0,2	-0,4	-0,6	0,2	-0,8	14,2
Chine	Créances	-5,4	-3,5	1,4	-2,6	-0,6	-7,2	0,9	49,7
	Engagements	35,7	-6,5	3,5	-6,7	-4,0	-7,1	6,6	95,1
Corée	Créances	-4,8	-0,2	-2,4	0,8	-2,0	6,4	1,8	72,4
	Engagements	-1,7	1,7	-2,2	-2,4	1,7	11,4	-5,6	35,5
Indonésie	Créances	-3,6	-5,4	-1,5	-2,3	-0,8	-1,3	-2,1	33,3
	Engagements	-1,0	1,1	-0,7	-0,4	0,7	-1,4	-0,3	12,5
Mexique	Créances	-1,0	2,0	-0,2	-3,3	0,6	3,2	1,8	65,6
	Engagements	6,9	8,8	0,6	4,5	0,6	-14,1	1,3	50,4
Russie	Créances	-6,6	1,3	0,3	0,2	2,1	1,4	0,8	33,1
	Engagements	7,2	5,2	2,6	-2,8	1,7	3,6	0,0	32,6
Thaïlande	Créances	-7,8	-3,5	-0,8	-3,1	1,4	-2,2	-0,5	21,2
	Engagements	1,9	1,3	1,0	-0,5	0,5	-0,7	-1,0	14,2
Turquie	Créances	11,3	-12,0	-5,1	-0,9	-3,7	0,9	-1,5	37,5
	Engagements	2,3	-2,1	0,4	0,8	-2,1	1,6	-1,9	18,9
<i>Pour mémoire :</i>									
Candidats UE ³	Créances	7,5	6,3	1,7	-0,4	4,1	1,4	1,9	81,7
	Engagements	5,5	9,9	-0,2	0,9	4,8	-0,3	0,6	66,9
Membres OPEP	Créances	-11,5	-14,0	-2,5	-5,2	1,1	3,0	-0,2	133,4
	Engagements	37,7	-2,8	2,1	-9,7	-8,5	-5,5	-2,5	242,0

¹ Positions de bilan des banques. Les engagements sont essentiellement des dépôts. Une augmentation des créances (engagements) représente des flux en direction (en provenance) des économies émergentes. ² Ensemble des économies émergentes. Pour des précisions sur d'autres pays, se reporter aux tableaux 6 et 7 de l'Annexe statistique. ³ Pays négociant leur adhésion à l'Union européenne : Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie et Slovénie.

Tableau 2.2

La contraction des crédits à l'Argentine s'est ralentie, à \$0,8 milliard, contre des baisses d'au moins \$2 milliards pour les trois précédents trimestres. Les créances interbancaires et interétablissements ont augmenté pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2001 (+\$1,3 milliard) ; en revanche, les prêts au secteur non bancaire ont diminué de \$2,1 milliards, car les banques déclarantes ont continué à réduire ou effacer leurs expositions.

Contrairement à la plupart de leurs voisins d'Amérique latine, les résidents mexicains ont pu emprunter davantage au deuxième trimestre (+\$1,8 milliard) ; la clientèle non bancaire, en particulier, a obtenu de nouveaux prêts. Les entreprises mexicaines ont trouvé des financements importants sur le marché des crédits consortiaux au troisième trimestre, ce qui indiquerait que l'accélération des prêts au secteur non bancaire observée au premier semestre s'est poursuivie jusque-là (Crédits consortiaux internationaux au troisième trimestre 2002, page 28). Les apports à ce secteur ont été pratiquement compensés par les sorties des banques ; les établissements implantés au Mexique ont acheminé des dollars à l'étranger et sont restés créanciers nets du système bancaire international, même après la réorganisation du portefeuille de la banque centrale au premier trimestre : les créances nettes des banques déclarantes sur les autres banques et sur leurs propres établissements au Mexique étaient négatives à fin juin 2002 (-\$15,2 milliards). Par contre, la position débitrice nette du secteur non bancaire mexicain a fortement augmenté ces derniers trimestres ; de \$22,1 milliards à fin juin 2001, l'encours net sur ce secteur atteignait \$30,5 milliards un an plus tard.

Le secteur non bancaire mexicain continue à emprunter

Les flux bancaires vers les pays candidats à l'entrée dans l'UE sont restés positifs au deuxième trimestre (\$1,3 milliard), avec pour principal destinataire la Pologne, les banques et agences bancaires de ce pays ayant vidé leurs comptes à l'étranger. Le premier bénéficiaire de l'augmentation de \$2 milliards des créances totales sur cette région a été la République tchèque, en raison surtout de l'acquisition d'une banque tchèque par une banque belge ; cette augmentation a pratiquement été compensée par une contraction équivalente des engagements interbancaires.

La dépréciation du dollar EU et la faiblesse des taux d'intérêt américains ont incité les banques déclarantes à diriger des flux substantiels de crédits en dollars vers l'Asie du Nord-Est, principalement la Corée et Taiwan (Chine), qui ont obtenu respectivement \$7,3 milliards et \$4,4 milliards. Près de la moitié des fonds entrés en Corée ont bénéficié aux succursales de banques étrangères. Les statistiques bancaires consolidées semblent indiquer qu'elles les ont échangés contre des wons coréens pour favoriser l'essor des prêts en monnaie locale ; exprimées en wons, les créances en cette monnaie des banques étrangères installées en Corée ont progressé de 19 % en rythme annuel au deuxième trimestre. À Taiwan, dans les banques locales, les particuliers et les entreprises ont converti en monnaie locale des dépôts en dollars arrivés à échéance, et les banques ont financé ces sorties en empruntant à des banques étrangères.

Entrées importantes en Corée et à Taiwan

En Chine continentale, les entreprises auraient accéléré le rapatriement de recettes d'exportations et différé des règlements d'importations, faisant ainsi passer des fonds de comptes en dollars à l'étranger vers des comptes

locaux en renminbis. Les paiements différés d'importations ont contribué à la hausse de \$3,6 milliards des créances sur le secteur non bancaire mais, en outre, les résidents ont encore acheminé des montants substantiels auprès des banques déclarantes au deuxième trimestre. Les banques chinoises, en particulier, ont transféré plus de \$3 milliards à leurs établissements des Caraïbes.

Positifs pour le quatrième trimestre consécutif, avec \$0,8 milliard, les flux bancaires nets vers le Moyen-Orient et l'Afrique ont cependant été en deçà de leur niveau antérieur. Gonflées par des retraits, les entrées en Israël ont totalisé \$2,1 milliards. En raison des montants significatifs placés à l'étranger par les résidents, les sorties d'Afrique du Sud et de Syrie ont atteint respectivement \$1,2 milliard et \$1,1 milliard.

Au deuxième trimestre 2002, la composition en devises de l'encours des engagements bancaires vis-à-vis des économies émergentes a confirmé le retrait du dollar EU face à l'euro. Fin juin 2002, les dépôts libellés dans la devise américaine représentaient 59 % des engagements à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique, contre 64,1 % un an auparavant, alors que ceux en euros ont progressé de 12,7 % à 14,2 %. La tendance est identique vis-à-vis des économies émergentes d'Europe : la part du dollar EU a fléchi de 56,6 % à 51,3 %, contre une hausse de 26,4 % à 29,9 % pour le compartiment en euros. Les exigibilités envers l'Amérique latine, majoritairement libellées en dollars EU, font également apparaître une légère modification : de 88,1 % à fin juin 2001, la part du dollar est revenue à 84,4 %, tandis que celle de l'euro est passée de 4 % à 5,4 %. La tendance en Asie est moins lisible, car une grande partie des dépôts transfrontières sont effectués auprès de banques à Hong-Kong RASS et Singapour, qui ne transmettent pas de ventilations par devise.

Dans les dépôts,
le dollar EU perd
du terrain au profit
de l'euro

Crédits consortiaux internationaux au troisième trimestre 2002

Blaise Gadanezc

Les opérations ont totalisé \$320 milliards, soit seulement 3 % de moins qu'au troisième trimestre 2001. La part importante des refinancements - 41 % au deuxième trimestre contre 35 % un an auparavant - suggère que les nouveaux prêts nets ont été plus faibles que ne l'indiquent les montants bruts.

Le secteur de l'énergie a été le principal emprunteur, pour le deuxième trimestre de suite. Les compagnies pétrolières et gazières et entreprises d'électricité, en particulier, surtout aux États-Unis, ont obtenu de gros montants pour refinancer des prêts à échéance. La qualité déclinante de nombreuses signatures du secteur a contribué à une hausse notable de la prime prélevée par les banques. L'écart moyen pondéré par rapport au Libor a augmenté approximativement de 15 points de base, à 115 points, entre les troisièmes trimestres 2001 et 2002.

Face au durcissement des conditions sur le marché obligataire (Marché des titres de dette, page 29), les sociétés de télécommunications se sont tournées vers les banques et ont obtenu, elles aussi, des prêts consortiaux substantiels, pour un total de \$33 milliards comparable à celui du troisième trimestre 2001. Les montages les plus importants ont été conclus par Telecom Italia, Deutsche Telekom et AT&T, pour respectivement €7,5 milliards, €5 milliards et \$4 milliards. Les constructeurs automobiles ont collecté un montant record de \$19 milliards, dans le cadre d'une énorme facilité de €15 milliards pour Volkswagen et d'une autre de \$4,2 milliards pour Toyota Motor Credit Corporation.

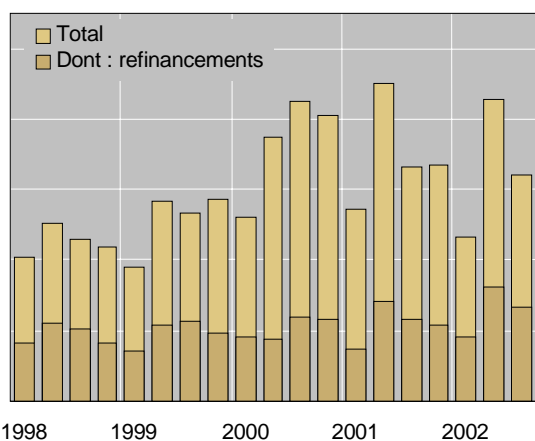
Les facilités organisées pour les emprunteurs d'économies émergentes ont été comparables à celles du troisième trimestre 2001, avec un total de \$26 milliards. Le principal bénéficiaire a été la clientèle sud-africaine, avec notamment un prêt de \$2 milliards à South African Breweries en liaison avec une acquisition et un prêt de \$1 milliard à la South African Reserve Bank. Un opérateur de télécommunications polonais, Tele Invest, a conclu une opération de plus de \$2 milliards pour refinancer des prêts à échéance. Les entreprises taiwanaises, également présentes au troisième trimestre, ont levé \$1,5 milliard, essentiellement comme fonds de roulement.

Les volumes prêtés à l'Amérique latine sont demeurés peu importants, avec \$2,7 milliards, et sensiblement inférieurs à ceux des années précédentes. Les emprunteurs plus actifs ont été les résidents mexicains, qui ont obtenu \$1,3 milliard de facilités principalement affectées au financement global d'entreprises et à des refinancements. Les sociétés brésiliennes n'ont réuni que \$0,3 milliard, plus faible montant depuis 1996. La plupart de ces opérations étaient destinées au commerce extérieur, plus une en vue de l'achat d'avions. Le Chili et la Colombie ont collecté environ \$0,5 milliard dans chaque cas.

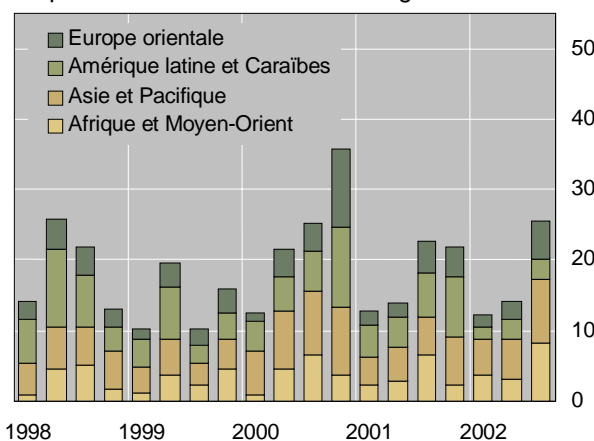
Prêts consortiaux internationaux

En milliards de dollars EU

Facilités conclues



Emprunteurs des économies émergentes



Sources : Dealogic Loanware ; BRI.